

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
I – La personne sujet de droits	1
II – Une vision humaniste du droit des personnes	2
III – Présentation de l'étude	3
IV – Plan de l'ouvrage	4

PARTIE I

LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE DES ÊTRES HUMAINS

TITRE I – PERSONNALITÉ JURIDIQUE ET VIE HUMAINE	7
Chapitre I – De l'existence de la personne physique	9
Section I – L'apparition de la personnalité humaine	11
§1 – L'enfant conçu et les chartes	11
§2 – Les conditions d'acquisition de la personnalité juridique	17
A. Le principe	17
B. La consécration d'une maxime coutumière	20
C. L'embryon et le fœtus : quel statut juridique ? ...	31
Section II – L'extinction de la personnalité	37
§1 – La constatation de la mort	38
§2 – Les pouvoirs de la volonté au-delà de la mort	43

Pour aller plus loin	45
Bibliographie sélective	54
Chapitre II – De l’incertitude sur l’existence de la personne	57
Section I – L’absence	59
§1 – Une présomption de vie	59
§2 – L’organisation de la protection des intérêts de l’absent	61
§3 – Les règles particulières aux charges familiales et aux rapports pécuniaires entre les époux	64
§4 – Les événements qui mettent fin à la présomption de vie et à la tutelle à l’absent	65
Section II – De la déclaration judiciaire de décès	66
§1 – Conditions d’ouverture	66
§2 – La procédure	69
§3 – Des conséquences de la preuve du décès ou du retour	70
A. Les incidences du décès réel sur la dissolution du régime matrimonial et sur l’ouverture de la succession	71
B. Du retour	72
1) L’annulation du jugement déclaratif de décès	72
2) Les effets du retour de la personne dans les rapports avec son ex-conjoint	73
3) Les effets du retour de la personne dans les rapports avec les héritiers apparents	73
Section III – De la déclaration administrative de décès	75
Pour aller plus loin	76
Bibliographie sélective	78

TITRE II – LES DROITS DE LA PERSONNALITÉ	79
Chapitre I – La notion de droit de la personnalité	81
Section I – Définition, nature et caractères	81
§1 – La constitutionnalisation progressive des droits fondamentaux	82
A. La Charte canadienne et les rapports de droit privé	83
B. La Charte québécoise et le Code civil	86
§2 – Les droits de la personnalité : une catégorie originale	90
A. Des droits attachés à la personne : des droits non pécuniaires	92
B. Des jonctions entre le patrimoine et les droits de la personnalité	94
Section II – La protection des droits de la personnalité	99
§1 – Les dommages-intérêts compensateurs et les dommages-intérêts punitifs	99
§2 – Mesures conservatoires et mesures de protection non monétaires	105
Bibliographie sélective	114
Chapitre II – Le droit à l'intégrité physique	117
Section I – La protection du corps pendant la vie de la personne	117
§1 – Le droit à l'inviolabilité et à l'intégrité de la personne	117
§2 – Les soins requis par l'état de santé et les soins non requis par l'état de santé de la personne	126
A. La notion de soins	126
B. Le consentement aux soins	136

1) La nécessité du consentement	136
2) L'aptitude à consentir aux soins	138
3) Le consentement aux soins doit être libre et éclairé	146
4) Le devoir d'information médicale	147
5) Le consentement substitué	152
C. Le corollaire de l'exigence du consentement : le droit de refus	161
D. L'exception à l'exigence du consentement : la situation d'urgence médicale	163
E. Le cas particulier des soins futilles	166
F. Les règles particulières concernant les mineurs et les majeurs inaptes	168
1) Le mineur de 14 ans et plus	168
2) Le mineur de moins de 14 ans	175
3) Le majeur inapte	183
G. La décision autorisant ou refusant les soins	190
H. Le cas particulier de l'hébergement forcé	197
§3 – L'aliénation et l'utilisation d'une partie du corps et la recherche susceptible de porter atteinte à l'intégrité	200
A. Les prélèvements aux fins scientifiques ou thérapeutiques	201
B. L'utilisation de parties du corps prélevées dans le cadre de soins aux fins de recherche	203
C. La recherche susceptible de porter atteinte à l'intégrité	207
§4 – Des demandes relatives à l'intégrité de la personne	216
Section II – Du respect du corps après le décès	221
§1 – Les funérailles et la disposition du corps	222
§2 – Le don et le prélèvement d'organes	224

Pour aller plus loin	228
Bibliographie sélective	238
Chapitre III – Le droit à l'intégrité morale et les libertés civiles	241
Section I – Le droit à l'intégrité morale	241
Section II – Le droit à la sauvegarde de la dignité, de l'honneur, de la réputation	243
Section III – Le droit au respect de la vie privée	264
§1 – L'objet et le contenu du droit	268
A. Le droit à la solitude et à l'intimité	270
B. Le droit à l'anonymat	274
C. La liberté de la vie privée	280
§2 – Les limites de la protection	280
A. L'expectative de vie privée	281
B. La pondération des droits et intérêts	282
C. Le consentement	286
Section IV – Le droit au secret, à la confidentialité et à la protection des renseignements personnels ...	287
§1 – La constitution et la détention d'un dossier	294
§2 – La diffusion des données	297
§3 – Le contrôle des renseignements personnels	298
Section V – Le droit de connaître ses origines	304
Section VI – Les libertés civiles	306
§1 – Généralités	306
§2 – La protection spécifique de la personne dont l'état mental représente un danger	307
A. Les conditions auxquelles l'évaluation psychiatrique et la garde en établissement peuvent être imposées	310

B. Les droits des personnes astreintes à être gardées en établissement et les obligations des établissements auprès desquels elles sont gardées vis-à-vis de leurs représentants légaux . . .	323
Pour aller plus loin	327
Bibliographie sélective	334
TITRE III – L’INDIVIDUALISATION DES PERSONNES PHYSIQUES ET L’ÉTAT CIVIL	337
Chapitre I – Le nom	341
Section I – Les éléments constitutifs du nom	342
§1 – Le nom de famille et le(s) prénom(s)	342
§2 – Les compléments du nom	343
Section II – L’attribution du nom	345
Section III – De l’utilisation et des caractères du nom	350
§1 – L’utilisation du nom par son titulaire	350
§2 – L’utilisation de nom par un tiers et le droit au nom	354
Section IV – Le changement de nom	356
§1 – Le changement de nom par voie judiciaire	358
A. Les conditions d’ouverture	358
B. La procédure	362
§2 – Le changement de nom par voie administrative . .	363
A. Les conditions d’ouverture	365
B. La procédure	371
§3 – La substitution du prénom usuel	374
§4 – Les effets du changement de nom	376
Pour aller plus loin	376
Bibliographie sélective	392

Chapitre II – La mention du sexe	395
Section I – Le sexe comme critère d'identification	395
Section II – L'établissement de l'identité sexuelle	398
Section III – La modification de la mention du sexe	402
§1 – Les conditions du changement de la mention du sexe	405
§2 – Les effets juridiques de la modification de de la mention du sexe	409
Pour aller plus loin	412
Bibliographie sélective	425
Chapitre III – Le domicile	427
Section I – Définitions et intérêts en présence	427
§1 – Définitions	427
§2 – Intérêt pratique et caractères	429
A. Intérêt de la détermination du domicile en droit civil	430
B. Caractères du domicile : nécessité, fixité et unité	432
C. Intérêt de la résidence	434
Section II – Détermination du domicile	435
§1 – Méthode générale de détermination du domicile	436
§2 – Modes exceptionnels de détermination du domicile	443
A. Le régime de présomptions de l'article 78	444
B. Le domicile d'origine et les autres domiciles légaux	446
1) Le domicile légal du majeur inapte	451
2) Le domicile de fonction	452

Section III – Domicile élu	452
Pour aller plus loin	456
Bibliographie sélective	460
Chapitre IV – La constatation de l'état des personnes : l'état civil	461
Section I – État des personnes et état civil	461
§1 – L'état des personnes	461
§2 – L'état civil	463
Section II – La réforme de l'état civil	464
§1 – Le contexte de la réforme de 1991	464
§2 – Les caractéristiques de l'organisation de l'état civil actuelle	466
Section III – L'établissement des actes de l'état civil	468
§1 – Dispositions générales	468
§2 – Les règles particulières à chacun des actes	470
A. L'acte de naissance	470
B. L'acte de mariage	473
C. L'acte d'union civile	474
D. L'acte de décès	475
Section IV – La modification du registre	479
§1 – Les actes dressés à la suite d'une enquête sommaire, sur autorisation du tribunal ou à la suite d'une notification d'un jugement le changement de désignation parentale et les mentions en marge ..	479
§2– Les actes d'état civil dressés ailleurs au Canada ou à l'étranger et les jugements rendus hors du Québec	484
Section V – La rectification et la reconstitution des actes et du registre	486

§1 – La rectification des actes de l'état civil	486
§2 – La reconstitution des actes et du registre	489
Section VI – L'utilisation du registre : publicité et force probante des actes de l'état civil	491
§1 – La publicité des actes de l'état civil	491
A. Les divers modes de publicité	491
B. Les règles relatives à la délivrance des copies, certificats et attestations	493
C. Les règles particulières à la publicité des actes remplacés ou annulés	494
D. La consultation du registre	495
§2 – La force probante des actes de l'état civil	497
A. Des actes authentiques	497
B. L'absence de preuve subsidiaire	499
Pour aller plus loin	499
Bibliographie sélective	513

PARTIE II

LES INCAPACITÉS ET LA PROTECTION DES INAPTES

Chapitre préliminaire – Les principes généraux	517
Section I – La règle de la capacité juridique	517
Section II – Le domaine de l'incapacité	521
Section III – Les catégories d'incapacités	524
§1 – Incapacité de jouissance et incapacité d'exercice . .	524
A. L'incapacité de jouissance	525
B. L'incapacité d'exercice	529
§2 – Incapacité naturelle et incapacité juridique	531
Section IV – Capacité et pouvoir	533

Section V – Les catégories de personnes inaptes	535
Section VI – Les mécanismes de protection	536
§1 – La représentation	537
§2 – L’assistance	537
§3 – L’autorisation	537
§4 – L’avis	538
§5 – L’interdiction d’agir	539
§6 – Un régime de prescription adapté	539
Section VII – La sanction des incapacités	541
§1 – La nullité	541
§2 – La réduction des obligations	547
§3 – La lésion	547
Section VIII – La vérification de la capacité	550
Pour aller plus loin	552
Bibliographie sélective	554
TITRE I – LES MINEURS	557
Chapitre I – La protection civile des mineurs	559
Section I – L’âge de la majorité	559
Section II – La minorité : période d’acquisition progressive de la capacité juridique	563
§1 – Les seuils objectifs	564
§2 – Les seuils subjectifs	568
Section III – Les mineurs et la responsabilité civile	569
Section IV – Le domaine de la capacité des mineurs	574
Section V – La sanction des actes posés par ou pour le mineur	580

Pour aller plus loin	584
Bibliographie sélective	587
Chapitre II – L’émancipation	589
Section I – Définition et fondement	589
Section II – La simple émancipation	590
§1 – Les modalités et les conditions	590
§2 – Les effets	592
A. Effets sur la tutelle	592
B. Effets sur le mineur	593
Section III – La pleine émancipation	597
§1 – Les modalités et les conditions	597
§2 – Les effets	599
Section IV – L’émancipation de protection	600
Section V – La fin de l’émancipation	601
Pour aller plus loin	603
Bibliographie sélective	607
Chapitre III – La tutelle	609
Section I – Les différentes sortes de tutelle	610
§1 – La tutelle légale	610
A. La tutelle légale des parents	611
1) Les principes en contexte « pacifique »	613
2) Les principes en situations conflictuelles ...	614
B. La tutelle légale des futurs parents	616
C. La tutelle légale du directeur de la protection de la jeunesse	618
D. La tutelle légale du curateur public	619
§2 – La tutelle supplétive	620

§3 – La tutelle dative	625
A. La tutelle déferée par les parents	625
B. La tutelle déferée par le tribunal	629
C. La tutelle comme mesure de protection dans le cadre de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> . .	634
§4 – La tutelle <i>ad hoc</i>	639
Section II – La charge tutélaire	641
§1 – Les caractères de la tutelle	641
A. Les caractères relatifs au titulaire de la charge . .	641
B. Le caractère personnel	643
C. Le caractère facultatif ou obligatoire	644
D. Une charge gratuite ou rémunérée	645
E. Unicité et pluralité des tutelles	649
F. Le siège de la tutelle	651
§2 – Les formalités tutélaires	651
A. L’avis d’acceptation ou de refus	653
B. L’inventaire	654
C. La sûreté	656
D. Les rapports et comptes de tutelle	658
E. Le compte définitif de tutelle	659
§3 – La fin de la tutelle et le remplacement du tuteur . .	660
A. La démission du tuteur	661
B. La destitution du tuteur	663
C. La conversion d’une tutelle publique en tutelle privée	666
D. Les obligations du tuteur à la fin de sa charge . .	666
Section III – L’administration tutélaire	668
§1 – Introduction	668
§2 – Devoirs fondamentaux du tuteur	669

§3 – Les biens administrés	670
§4 – Les pouvoirs d'administration du tuteur	671
§5 – La sanction des abus de pouvoir du tuteur	679
Section IV – Le conseil de tutelle	681
§1 – Le rôle du conseil de tutelle	682
A. La surveillance du tuteur	682
B. Les avis et les autorisations	683
C. L'intervention directe du conseil de tutelle	685
§2 – La constitution du conseil de tutelle	685
A. Principes généraux	685
B. Caractères de la charge au conseil de tutelle ...	689
C. Procédure	690
1) L'initiative des procédures	690
2) L'assemblée des parents, d'alliés ou d'amis ..	691
D. La sanction des irrégularités	695
§3 – Le fonctionnement du conseil de tutelle	696
Bibliographie sélective	698
Chapitre IV – L'intérêt de l'enfant et le respect de ses droits ..	701
Section I – L'enfant, sujet de droits comme l'adulte	701
Section II – L'enfant, sujet de droits spécifiques	704
§1 – Les législations spécifiques aux jeunes	704
§2 – La prise en considération de l'intérêt de l'enfant ..	707
Section III – La mise en œuvre du respect des droits	712
§1 – Le droit à la parole devant les tribunaux	712
§2 – La protection de l'enfant témoin	714
§3 – La représentation de l'enfant	715
Section IV – La protection internationale de l'enfant	716

Pour aller plus loin	720
Bibliographie sélective	731
TITRE II – LES MAJEURS	735
Chapitre I – La protection des majeurs : principes généraux ..	739
Section I – La situation avant 1989	739
Section II – Les principes fondamentaux du système actuel de protection	743
§1 – La protection dans le respect de la personne	744
§2 – Le respect de la volonté et de l'autonomie de la personne	753
Section III – La protection en dehors des mécanismes de la tutelle et du mandat de protection	765
Pour aller plus loin	777
Bibliographie sélective	784
Chapitre II – La tutelle aux majeurs	787
Section I – L'ouverture d'une tutelle	790
§1 – Qui peut demander l'ouverture d'une tutelle ? ...	790
A. La règle générale	790
B. Le cas du bénéficiaire de soins et de services sociaux	792
§2 – Divisibilité et pluralité des tutelles	797
§3 – La procédure	798
A. La demande	798
B. L'interrogatoire et la représentation du majeur ..	806
C. Le conseil de tutelle et l'assemblée des parents et amis	809
§4 – Les mesures de protection provisoire	810
A. La garde provisoire	810

B. Les actes d'administration urgents	811
C. La conservation des biens à caractère personnel	813
§5 – La décision	813
Section II – L'organisation de la tutelle	816
§1 – Un régime modulable	816
§2 – Les actes strictement personnels	820
§3 – La sanction des actes	824
§4 – La garde du majeur	826
§5 – Les règles particulières relatives à la charge tutélaire du curateur public	828
Section III – La surveillance et la révision de la tutelle ...	831
§1 – La surveillance	831
§2 – La révision	833
Pour aller plus loin	836
Bibliographie sélective	848
Chapitre III – La représentation temporaire et l'assistance ..	851
Section I – La représentation temporaire du majeur inapte	851
Section II – L'assistance des majeurs aptes	855
Chapitre IV – Le mandat de protection	863
Section I – Principes généraux	864
§1 – Définition	864
§2 – Les caractères du mandat de protection	866
§3 – Les conditions spécifiques du mandat de protection	869
A. Conditions relatives aux parties	869

B. Conditions de forme	873
Section II – La mise en œuvre et les effets du mandat de protection	876
§1 – Les conditions d'exécution	876
§2 – Les effets du mandat homologué	889
A. La protection du mandant	889
B. Obligations des parties	893
1) Obligations du mandataire	893
2) Obligations du mandant	897
C. Les effets du mandat insuffisant	897
1) Le mandat obscur	898
2) Le mandat partiel	898
D. La sanction des actes irréguliers	903
Section III – La fin du mandat de protection	904
§1 – La fin de l'inaptitude	904
§2 – L'ouverture d'une tutelle	906
§3 – La révocation du mandat non homologué	906
§4 – La révocation du mandat homologué	907
§5 – La démission du mandataire	909
§6 – La faillite	910
§7 – Le décès	911
Bibliographie sélective	926
TABLE DE LA LÉGISLATION	929
TABLE DE LA JURISPRUDENCE	999
INDEX ANALYTIQUE	1069